

Monsieur le recteur, mesdames et messieurs les membres de la F3SCTA,

La FSU constate que les personnels de l'éducation nationale sont toutes et tous affectés-es. Leurs conditions de travail sont mises à mal. Comme d'habitude ? Non, car l'intensité est beaucoup plus forte et beaucoup plus de personnels sont touchés.

Les mesures pleuvent sur les personnels, les propositions se succèdent, les réformes aussi pour finalité « le choc des savoirs », les « réarmements » et maintenant il faudrait faciliter le licenciement des fonctionnaires et les catégories A, B et C sont pointées du doigt. Quelle violence dans le vocabulaire utilisé par les dirigeants ! Comment travailler sereinement dans cette sémantique guerrière à l'opposé de toutes les valeurs de l'école de la république ?

L'École n'est plus un lieu sécurisant, ni pour les personnels, ni pour les usagers. D'ailleurs, des remontées, isolées jusqu'alors, se multiplient maintenant : ici des menaces de mort, là des calomnies de la part d'usagers qui interprètent des propos ou gestes comme discriminants, racistes, jugés inacceptables... et partout des procédures nouvelles apparaissent pour que l'École ne soit pas la cause d'un mal être d'un élève. Qu'en est-il du mal être du personnel ?

Tout est poussé à l'extrême, des délations s'opèrent, des personnels sont convoqués, suspendu-es, pour justifier d'actes complètement fantaisistes...

La temporalité de la délation et des réseaux sociaux n'est nullement celle de la protection des fonctionnaires. Mais qui protège les personnels en l'attendant ?

Comment en sommes-nous arrivés là ? Comment se sortir tête haute de cet engrenage ?

L'avis de notre dernière instance prend aujourd'hui toute sa dimension. Les attentes sont énormes et les annonces du projet de loi Guérini, du « choc des savoirs », des nouveaux programmes ou de la transformation de formation initiale n'y répondent pas. Et alors que les salaires stagnent voire baissent, le seul programme mis en avant par la « majorité » c'est le mérite, l'individualisation et donc la concurrence entre les personnels, entre les équipes, entre les élèves qui tue à petit feu le service public, ses valeurs et ses personnels.

Est-ce que le nouveau dispositif de signalement des violences et actes discriminatoires ou de harcèlement moral au travail pourra le faire dans une temporalité le permettant ?

La FSU souhaite revenir sur les menaces terroristes qui pèsent sur l'École. Il est une nouvelle fois dommageable que les membres des F3SCT de l'académie aient encore été « oubliés ». Qu'en est-il du 3<sup>ème</sup> S de notre acronyme F3SCT ? La FSU demande d'avoir une vision globale de ce qui s'est passé et se déroule dans l'académie et d'y être associé autant que possible, à minima d'être informé par le rectorat plutôt que par la presse.

La FSU s'étonne de la disparition du GT « dématérialisation du RSST » dans les agendas qui se succèdent. Trop de fiches restent encore sur les lieux de travail et ne sont nullement transmises au réseau de prévention. La FSU demande qu'un rappel soit fait aux IEN et chef-fes d'établissement sur la nécessité d'accuser réception d'une fiche RSST à son ou sa rédactrice, de la transmettre au conseiller de prévention, d'y apposer une réponse et non seulement une signature et de retourner la fiche à l'intéressé-e ainsi qu'au conseiller de prévention. Comment prendre en compte l'intégralité des problématiques de travail dans les DUERP si elles ne sont pas recensées ?

La FSU vous alerte au sujet de la précarité de très nombreux personnels, contractuels AESH et AED particulièrement. Elle est prépondérante et inadmissible : salaires de misère, emplois du temps

morcelés, carences répétées du traitement, changements de mission... Vraiment ces personnels vitaux pour la surveillance ou une inclusion des élèves sont méprisés encore plus que les autres. Il faut en toute urgence des réponses locales en attendant des décisions nationales qui tardent. La FSU demande que notre alerte soit remontée au ministère en ce sens sur la situation alarmante des AESH et AED.

Pour finir, la FSU appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser et participer aux actions du 1<sup>er</sup> mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses. Nos organisations syndicales (FSU, CGT et Solidaires), dans un contexte marqué par les guerres et les menaces terroristes, réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international ; s'opposent aux politiques d'austérité et dénoncent les attaques aux libertés collectives et individuelles.

Elles appellent les travailleuses et travailleurs, les jeunes, étudiant·es et retraité·es, à manifester partout en France le 1<sup>er</sup> mai contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde.